

Coronavirus et éoliennes : la France gangrenée par les lobbys



Article rédigé par *economiematin.fr*, le 22 avril 2020

Source [*economiematin.fr*] La crise sanitaire mondiale provoquée par la pandémie du coronavirus a le mérite de mettre en lumière l'influence très négative des lobbys dans l'orientation des choix présidentiels et gouvernementaux.

À cet égard, on ne peut être que saisi et indigné du spectacle affligeant des porte-paroles des lobbys pharmaceutiques qui opèrent dans les médias pour empêcher à tout prix l'utilisation de l'hydroxychloroquine (connue sous le nom de Plaquénil) pour lutter contre la diffusion du coronavirus dans notre pays.

Le professeur Didier Raoult, sommité mondiale de l'infectiologie – directeur de l'institut hospitalo-universitaire Méditerranée Infection – a démontré l'efficacité de ce vieux médicament sur les malades du coronavirus à condition qu'il soit administré au plus tôt et couplé avec un antibiotique, l'Azithromycine. Le coût de ce traitement est infime, de l'ordre de 10 à 15 euros par patient pour une semaine de plaquénil et d'Azithromycine. Ce traitement qui a montré son efficacité sur de nombreux malades est donc aujourd'hui adopté aux États-unis, au Maroc, au Sénégal, en Corée du Sud, etc.

Or depuis le 25 février, date de la première communication du professeur Didier Raoult sur le sujet, un certain nombre de professionnels de la médecine s'échinent à vouloir à tout prix décrédibiliser cette solution dont les retours mondiaux sont plus que prometteurs. Le journal *Le Monde* n'hésitait pas à parler de « fake news », information reprise immédiatement sur le site du ministère de la santé, puis retirée, créant la suspicion sur une solution qui sauve des vies.

Et puis à y regarder de plus près, on constate que les opposants – d'une virulence extrême – à la solution très peu coûteuse du professeur Raoult sont des personnalités financées ou en lien étroit avec des laboratoires pharmaceutiques proposant des solutions beaucoup plus onéreuses pour lutter contre le coronavirus.

Le professeur Karine Lacombe, infectiologue et chef de service à l'hôpital Saint-Antoine, ancienne de l'INSERM, a tenu lors du 13 heures de France 2 des propos d'une rare violence : « *Ce qui se passe à Marseille est absolument scandaleux [...] C'est en dehors de toute démarche éthique.* » Le quotidien *Libération* [1] nous apprend depuis lors les liens financiers qu'elle entretient avec des laboratoires pharmaceutiques, dont Gilead qui possède le remdesivir, médicament dont l'usage est envisagé dans la lutte contre le coronavirus en particulier. Ce médicament a d'ailleurs été sélectionné pour faire partie des essais Discovery coordonnés par l'INSERM contre le coronavirus, mais coûte beaucoup plus cher que l'hydroxychloroquine qui participe également à ces essais mais de manière biaisée. Il faut noter que, depuis le 21 janvier 2020, la valeur de l'action Gilead a fortement augmenté, au point que sa capitalisation boursière a gonflé de 12 milliards de dollars dans un contexte financier très baissier.

Yves Levy, le mari d'Agnès Buzyn, l'ancien ministre de la santé, ancien patron de l'INSERM, a un contentieux très important avec le professeur Raoult lié justement à la méthode de lutte contre les infections mais également au statut indépendant des IHU (instituts hospitalo-universitaires) comme celui de Marseille. L'hebdomadaire *Marianne* [2] nous dévoile dès 2017 les dessous de ces conflits d'intérêts qui ont des conséquences majeures aujourd'hui sur des vies humaines. Un médecin chroniqueur de *Médiapart* [3] dévoile de son côté les intérêts financiers majeurs liés en particulier à la méthode CRISPR de manipulation génétique pour les vaccins, méthode à laquelle s'oppose légitimement le professeur Didier Raoult. Cette méthode de ciseau génétique a d'ailleurs été au cœur des débats des États généraux de la bioéthique dont

l'organisateur était le professeur Jean-François Delfraissy, celui-là même qui a été nommé par Emmanuel Macron président du conseil scientifique chargé de conseiller le gouvernement sur le coronavirus et qui a obtenu le prix d'honneur de l'INSERM en 2019.

Le canard enchaîné dévoile enfin dans son édition du 25 mars que le professeur Didier Raoult a subi début mars des menaces de mort de la part d'une personne lui enjoignant de stopper sa promotion de l'hydroxychloroquine. Selon le palmipède, ces dernières proviendraient d'un médecin infectiologue hospitalier de Nantes qui aurait rédigé des articles financés par des laboratoires pharmaceutiques...

On notera en outre, que, pour réaliser cette enquête Discovery, l'INSERM a désigné Florence Ader, professeur en infectiologie à l'hôpital de Lyon, pour tester l'efficacité des différentes molécules envisagées pour lutter contre le coronavirus. Dans la base de données du ministère de la santé chargée de relever les liens pouvant exister entre les membres du corps médical et les laboratoires pharmaceutiques [4] on découvre que Florence Ader a bénéficié de nombreuses reprises de financements de déplacements ou d'hébergement de la société... Gilead, qui propose le remdesivir comme concurrent à l'hydroxychloroquine.

Ce qui est grave, dans cette situation, c'est que la tentative de déstabilisation du remède utilisé par le professeur Raoult contre le coronavirus a des conséquences directes sur la vie et la mort potentielles de milliers de Français.

Cette révélation de l'influence négative des lobbys n'est en rien une découverte pour les militants écologistes qui dénoncent depuis des années les conséquences désastreuses des éoliennes sur la santé humaine ou animale. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, j'ai pu dévoiler dans mon récent livre *Éoliennes. la face noire de la transition écologique*, en son chapitre 8, comment les industriels éoliens avaient pu – par le biais de la corruption, du financement d'ONG ou d'influences politiques – fortement faciliter en France l'implantation des éoliennes au détriment des populations victimes ou malades en particulier des infrasons tout en essayant de faire taire les alertes des opposants qui dévoilaient les risques pour la santé.

Selon des mécanismes très proches de celui de l'industrie pharmaceutique, certaines ONG (LPO, WWF, FNE, Greenpeace...) - leaders d'opinion en matière environnementale – sont partenaires de ou financées par l'industrie éolienne. D'ailleurs seules ces associations sont invitées à donner leur opinion dans le cadre de groupes de travail sur l'éolien organisés par le ministère de l'Écologie. Ce financement explique parfaitement pourquoi ces associations de défense de l'environnement minimisent les risques liés à l'implantation de ces dernières voire même n'hésitent pas à en faire la promotion en partenariat avec des syndicats de promoteurs éoliens.

Dans le même ordre d'idées, les liaisons entre élus et industriels sont clairement établies. C'est ainsi que le député François Brottes, qui a fait voter une grande partie des lois pour libéraliser l'éolien en France, est par la suite devenu le président de RTE, filiale d'EDF chargée du raccordement des éoliennes aux grands centres urbains... De la même manière, l'académie de médecine, dans son dernier rapport, minimise l'influence des éoliennes sur la santé humaine en considérant que les troubles subis par les riverains des éoliennes sont le fait d'un trouble psychosomatique appelé « effet nocebo » qui serait dû, en fait, aux informations négatives diffusées sur le sujet.

Et pourtant là encore de très nombreuses études scientifiques mondiales, occultées par l'académie de médecine française, ont été publiées pour alerter sur la dangerosité des éoliennes. Toutes ces publications ou études ont dévoilé l'influence des infrasons dans l'origine du syndrome éolien qui se développe avec l'essor de leur installation dans le monde. Nasa, Académie de médecine allemande, commission d'enquête parlementaire australienne ou française, le collège des médecins de famille du Canada, de nombreux universitaires, biologistes, acousticiens et médecins, des fondations spécialistes des bruits alertent mondialement sur les dangers des éoliennes sur la santé humaine ou animale.

Et, par l'action des lobbys proches du pouvoir, rien n'est fait.

Les cas de vaches mortes dans de nombreuses régions sont minimisés quand les agriculteurs ne sont pas livrés à eux-mêmes. Lorsque le Conseil national de la protection de la nature – autorité d'experts du ministère de l'écologie – donne un avis négatif sur des projets de centrales éoliennes, François de Rugy,

alors ministre de l'écologie, décide de supprimer les avis préalables de cette autorité chargée de la défense de la nature et du monde animal. Lorsque le Service central de prévention de la corruption dévoile en 2014 le scandale de la corruption dans l'éolien, deux ans après ce service du ministère de la justice est supprimé et les 250 dossiers suivis purement et simplement enterrés... Il est par ailleurs établi que certains fameux dîners au homard de François de Rugy étaient organisés avec la présence de lobbyistes de grands groupes impliqués dans l'éolien...[5]

Bref, une chose est certaine, la France est malade, très malade, de ces lobbys et des conflits d'intérêts au plus haut niveau de l'état. Le coronavirus ou les problèmes de santé causés par l'éolien sont particulièrement révélateurs de l'influence très négative des lobbys sur nos décisions politiques dont l'objectif principal n'est pas la santé et le bien-être des français, mais bien le détournement de centaines de milliards d'euros d'argent public au profit d'intérêts et de bénéfices privés sous le prétexte de la santé ou de la lutte pour le climat.

Malheureusement ce n'est que la partie émergée de l'iceberg des symptômes dont souffre notre pays bien malade. Comme le propose le professeur Didier Raoult, il est plus que temps de faire un véritable diagnostic de la situation sociale de la France et de la traiter avec efficacité, à l'instar de ce qu'il propose avec l'usage du Plaquénil sur les malades du coronavirus.

Oui, nous devons guérir notre pays de la maladie provoquée par les lobbys au plus vite, et cela avant qu'il passe lui aussi sous assistance respiratoire.

Fabien Bouglé est l'auteur du livre *Éoliennes. La face noire de la transition écologique*, aux éditions du Rocher, [version numérique](#).

[1] Fabien Leboucq, « Karine Lacombe, qui critique des méthodes de Didier Raoult, est-elle en “conflit d'intérêt” avec les laboratoires concurrents ? », Cheknews, in Libération, 26 mars 2020.

[2] Étienne Girard, « Conflit d'intérêts : cette décision de la ministre Agnès Buzyn qui a bien fait les affaires de son mari », in Marianne, 11 octobre 2017.

[3] <https://blogs.mediapart.fr/pbitsch/blog/250320/crispr-vs-chloroquine>

[4] <https://www.transparence.sante.gouv.fr/flow/rechercheBeneficiaires?execution=e1s4>

[5] Arnaud WAJDZIK « Les dîners secrets de François de Rugy avec des lobbyistes », in Ouest-France, 12 juillet 2019